



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 22 juin 2018



Fonctionnement du CRE

Pas de PV à approuver

Com conditions de travail : réunion le 29 mai, CR en cours

Com ASC : retour Madère 40 personnes. Bilan avec agence : petits pb de communication entre agence Paris et locale. Prochaine escapade : Camaret (60 personnes inscrites), réflexions sur propositions pour l'année prochaine. Puy du fou en octobre 2019. Prochaine com le 20/09 à Rennes

Com égalité : attente de la sortie du rapport pour la Bretagne

Com éco : réunion le 15 mai, CR diffusé. Toutes les questions n'ont pas été traitées.

Emploi formation en juillet

Vote du quitus au bureau pour sa gestion en 2017

Vote à l'unanimité

Points d'information du président (Olivier Labat)

Olivier Jouin quitte l'Afpa le 24 août. Remplacé par Julie Champeaux (itinérants actuellement).

Lancement officiel de Prépa Compétences : démarrage à partir du 25 juin. Quelques sujets à finaliser avec Pôle Emploi.

Constitution d'équipes internes. Finalité claire : accompagnement vers un plan de formation avec "sas" insertion (compétences transverses, etc). Notre mission est bien de construire des parcours (et non faire des ateliers pour faire des ateliers) pour les personnes à l'Afpa ou hors Afpa.

Stéphanie Gicquel Bui présentera aux organismes de formation lors d'une conférence des OF fin du mois de juin avec le soutien du Conseil Régional pour que tout le monde soit informé (facilitant pour l'Afpa). Il nous faut impérativement réussir cette première vague et nous inscrire dans ce que j'appelle un service intégré Pôle Emploi/Afpa. 1050 parcours de 3 à 28 jours pour 3 centres (Rennes, Brest, Lorient). Correspondants techniques dans chaque agence Pôle Emploi et les conseillers vont être objectivés (ça rentre dans leur décompte). Importance de la réussite des 3 premières semaines.

"Déménagement" de la FFP : le président a été informé et sera présent à la conférence des OF.

La vraie question est : quelle sera la formation métier choisie par les personnes accompagnées ? Si formation peu commune (exemple toiletteur de chiens) et non proposée dans le cadre de PBF, comment sera-t-elle financée (AIF ? CPF ?) ?

La difficulté que je pressens, c'est que 60% des entrées en formation vont se faire entre septembre et octobre, et après... comment intégrer les bénéficiaires de "prépa compétences" ?



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 22 juin 2018



Il faut que 80% des orientations soient hors Afpa pour faire taire tous les débats du style "vous êtes juges et partie".

On doit réaliser cette prestation à moyens constants : Afpa Transition va aussi être mobilisé quitte à arrêter les bilans de compétences. On sera en perpétuelle adaptation en fonction du retour d'expérience. Cette phase de démarrage est forcément un peu "artisanale" mais pour autant nous ferons du bon travail car je ne doute pas de l'implication des personnels.

Public envoyé par Pôle Emploi : des personnes souhaitant faire une formation mais n'ayant pas pu le faire (pour x raisons), ayant déjà une idée du métier ou du secteur qui les intéressent. Si cette première phase réussit, je pense que sur la seule pression de Pôle Emploi, il y aura d'autres actions (par exemple en Côtes-d'Armor).

La DGEFP a demandé à Pôle Emploi de prendre en charge la restauration (car ce ne seront pas des stagiaires de la formation professionnelle) payée directement à l'Afpa (coût pour stagiaire : 3€). Si besoin d'hébergement dans un autre centre pour découvrir un métier par exemple, gratuité proposée.

Autre information : Ouverture d'un support informatique « formateur 2022 » sur Agora : il ne s'agit pas d'une consultation mais d'un appel à contribution (18 juin au 5 juillet), puis séminaire le 12 juillet (personnes invitées tirées au sort).

Autre information : Les OPCA ne seront pas assujettis à restituer les budgets affectés aux périodes de pro. La ligne commerciale en est informée pour activer les contacts avec les entreprises.

Je vous parlerai en juillet de la nouvelle organisation de la direction du service public et les orientations d'Afpa Transition et en septembre du bilan de la mutualisation de l'ADV entre Bretagne et PDLL.

Ressources humaines (Olivier Jouin)

[Point sur les négociations sur les élections professionnelles](#)

Protocole signé par les OS représentatives et la DG sur prorogation des mandats. Reprise des négociations entre le 1er janvier et 13 mai 2019.

Ce qui veut dire que le plan de transformation de l'Afpa sera traité avant.

[Suite à la commission égalité du 10/04/2018 : point sur "l'analyse des dossiers individuels sur la base des listes envoyées par le national" prévue entre mai et juin](#)

Prévu d'analyser les dossiers des femmes entre la classe 2 à 6 (16 personnes en Bzh) avant juin, arbitrage passage en paie en juillet. Etude des salaires des femmes dont l'AIB moyen est inférieur à l'AIB moyen des hommes de même catégorie d'emploi --> combler écarts.

[Indicateurs à la fin du mois précédent](#)

349,51 CDI moyenne fin mai



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 22 juin 2018



108 CCD en mai Moyenne 112

Itinérants 168 jours en mai (moins de formateurs itinérants)

1 arrivée Service Civique à Saint-Brieuc

Départs en retraite : 21 en 2018, 5 déclarés sur 2019.

Intérim : "surchauffe"

CDI-I : 1 personne à Quimper embauchée en CDI à partir de juillet. Saint-Brieuc : nous avons négocié avec Manpower la prolongation de sa mission pour 6 mois. Assistante technique de Quimper en CDI-I avec Manpower pour 18 mois. 2 autres situations sur Brest et une à Lorient.

Informations économiques

Relations avec les financeurs, production et données stagiaires arrêtées à la fin du mois précédent

Plus mauvais mois de l'année -27000 heures en mai par rapport à l'année dernière soit - 58000 heures en cumulé. Les causes : Beaucoup de sorties fin avril.

Précaution de lecture : ligne "Conseil régional subventions" = ATE (jusqu'à l'année dernière ces heures étaient comptabilisées en "conseil régional AO"). Il faut donc cumuler ces 2 lignes.

Donc différentiel CRB plus proche de 43000 plutôt que 73000 heures en moins.

2 ATE sont prévues, l'activité repart.

CRB : à fin avril - 122 stagiaires, à fin mai - 62 (entrées en mai). Le CRB a abondé le marché de 15%. J'ai demandé de lisser la production prévue sur 2019 pour éviter l'effet de rupture entre 2 AO en 2019. On a aujourd'hui 1500 stagiaires CRB en Bretagne soit environ 50% (300 en PDLL soit 20% des stagiaires).

PE : rupture d'activité mais il pourrait y avoir des AFC au second semestre.

DOMIENS : on va avoir une reprise d'activité. 30 dossiers enregistrés pour la rentrée.

CIF : 38 stagiaires de + que l'année dernière.

POE : elles repartent.

Entreprise : l'alternance est au même niveau que l'année dernière. Ce qui est rassurant, c'est que nous étions à - 38 alternants à fin avril et que nous ne sommes plus qu'à - 9 à fin mai.

Information sur la mise en place d'un pôle de restauration pédagogique sur le site du Centre Stratégique National restauration gastronomique et collective de Rennes (2ème information)

Réponses aux questions posées au CRE février.

Implication des équipes (Marie Le Roux) :

Décision prise par la direction de la mise en place de ce projet.

Aujourd'hui les 2 équipes adhèrent bien au projet. Réunion le 16 mars. Proposition d'une méthodologie : groupes de travail et 3 réunions les vendredis matin.

Intervention d'un IF.

Accompagnement des équipes (Olivier Jouin) :

Positionnement des personnes : on avance en marchant



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 22 juin 2018



Les cuisiniers et aides de cuisine vont être positionnés en tant qu'agent technico-pédagogique (classe 6), avenant.

Process RH sur la base d'un entretien individuel, enjeux ? Est-ce que la personne se sent à l'aise avec ce projet ?

Action de formation sur mesure : les accompagnants pédagogiques ne sont pas des formateurs mais devront néanmoins encadrer, guider et ne devront pas faire à la place des stagiaires.

Mise en œuvre prévue avril 2019. Si résultats probants, transfert vers d'autres centres. L'objectif est aussi la sécurisation de la restauration. Ouverture vers l'extérieur. Idée de chantier école

Information sur les arbitrages de la révision budgétaire présentée à la DG

Financeurs Epic :

On revisite notre CA sur les réfugiés à hauteur de -1.500.000€ : toutes les régions sont concernées - Objectif tenus, mais budget initial erroné (Surestimation du chiffre par le national).

Révision de la subvention restaurant (-400 000) en intégrant la décision du CRB au printemps
Prépa compétences + 808 000€ : valorisation des 2/3 de la convention 2018//2019, démarrage juin sur 3 centres

Financier Accès à l'emploi :

Conseil Régional + 668 000 : Prise en compte de l'impact du PIC 2018 (abondement de 15% et 3 marchés subséquents)

Pôle Emploi : -1 800 000 mais reprise des AFC prévue sur le second trimestre.

Financeurs entreprise :

On ne sera pas au rendez-vous

Défense mobilité : + 161 000

Les POE redémarrent

CIF +400 000 : connexion très forte avec les Fongecif, l'ambiance a changé. Il est possible qu'on forme un consortium avec eux et Adaléa pour que l'Afpa soit un opérateur du CEP.

On est toujours à un EBE négatif ou zéro, cela veut dire que notre modèle d'exploitation n'est pas viable malgré une pleine activité. Taux de remplissage de +5 points. Je suis convaincu qu'on ne peut plus baisser les charges de quelque nature que ce soit.

Le "poison" que nous avons depuis des années sont les prix d'achat trop bas du Conseil Régional. J'ai demandé une simulation pour 2019 avec le même format, marché par marché, avec des variations de prix de vente (5% par ici ou 10% par-là) sans toucher aux charges d'exploitation. Après avoir fait cette simulation, si les groupements dominent les marchés, je proposerai une augmentation des prix. Sinon, on n'équilibre pas et si on continue comme cela c'est "chronique d'une mort avancée" avec des décisions très douloureuses. Par ailleurs, les marchés sont de 5 ans, or si on ne tenait compte que d'une inflation de 2% par an, on serait légitimes d'augmenter les prix de 10% (voir + sur l'industrie ou le transport routier). On ne pourra sortir cette région de l'ornière que si on fera évaluer les prix à la hausse du Conseil régional, je suis déterminé avec acte de prévenance auprès du Conseil Régional.



Compte-Rendu du Comité Régional d'Établissements de Bretagne du 22 juin 2018



On produirait le double d'activité que cela ne changerait rien.

Charges :

Plan d'économie à engager et gestion renforcée via micro budget GRN sur SIHA pour que chaque formateur puisse être alerté (vertu pédagogique car il a une référence, ce qui n'est pas le cas quand montant cumulé). Négociation des budgets formateur/MF avec ajustements possibles.

Charges de personnel : on aurait pu vous mentir, mais j'ai souhaité être transparent avec la Direction Générale (difficultés qu'elle a avec Bercy).

Itinérants : 2400 jours + 60 jours

Intérim : + 348 100€

CDD : 90 soit - 9 (baisse commande). Poste CDI secrétariat de Languieux gelé jusqu'en 2019.

CDI : 345 soit - 5 :

Conclusion révision budgétaire : Une baisse de CA de 423K€ (hors surévaluation HOPE) dont l'essentiel est lié à Pôle Emploi. Des baisses de charges à s'imposer MO/PO (-139K€) et masse salariale (-5 CDI et - 9 CDD).

Information sur l'appel d'offres DRIP

Report prochain CRE

Articulation entre le plan de prévention des RPS 2018 Bretagne et le plan national d'actions qualité de vie au travail/prévention des RPS au sein de l'UES Afpa

Report prochain CRE.

Information consultation sur le projet du bilan du plan de formation 2017

Présentation Christelle Mounier

333 Salariés ont suivi au moins une action de formation en 2017 (1297 jours, 696 actions pour un budget de 762884 € - dont 143253€ de frais de déplacement, soit 4.9% de la masse salariale).

148 femmes, 85 hommes

259 CDI, 74 CDD

Moyenne de 3.9 jours par salarié

Coût moyen d'une journée de formation : 588€

NB : le CPF n'est pas compté dans cette récap car hormis quelques cas (exemple VAE), il est utilisé hors temps de travail.

NDLR : si vous souhaitez plus d'infos, me consulter.

Point sur l'emploi des vacataires en Bretagne

5400 heures de vacation en 2017 essentiellement en anglais (2711 heures)